
Demande de visite sur site : TCSP rue Félix Guyon à St-Denis

Meizu M2 <meizu974@gmail.com>

24 octobre 2024 à 09:18

À : Jean-Pierre SCHIETTECATTE <jeanpierreschiettecatte27@gmail.com>

Cc : leila.koui-castro@reunion.gouv.fr, corinne.nativel@reunion.pref.gouv.fr, cecilia.pomel@juradm.fr, regine.vitry@juradm.fr, environnement@reunion.gouv.fr, courrier@pref.gouv.fr, enquete-publique@reunion.gouv.fr

[Ce document pourra être utilisé ultérieurement pour toute démarche amiable et contentieuse auprès des autorités compétentes.](#)

Monsieur Jean-Pierre Schiettecatte, commissaire enquêteur,

Nous revenons vers vous concernant notre demande **motivée et pertinente** de visite sur site adressée le 10 octobre 2024 dont vous avez accusé bonne réception le lundi 14 octobre 2024. Votre accusé de réception faisant suite à notre conversation téléphonique du 14/10/2024, via Mme Mounoussamy, agent communal de Sainte-Marie, (son GSM : 0692 48 84 34), où elle vous a prêté son GSM pour que je puisse échanger avec vous sur différents points (dysfonctionnements : non-réception de nos observations par la Cinor, absence de nos observations en annexe du registre physique, ...) dont ladite demande de visite sur site .

A ce jour, sans aucune réponse de votre part, nous vous interpellons par la présente pour savoir du traitement réservé à notre demande de visite sur site en présence du maître d'ouvrage et de tout autre tiers nécessaire.

Au devant de notre habitation, quotidiennement, plusieurs dizaines de bus par heures circulant depuis tôt le matin jusqu'au soir, circulent en continu tous les jours sans exception. Cela fait plusieurs centaines de bus par jour. Comme rappelé dans nos observations que nous vous avons transmis le 07/10/2024, cette circulation intensive des lignes commerciales de bus dont **la Cinor en a la gestion directe et indirecte causent différentes nuisances.**

La révision du Plan de mobilité dont vous êtes le commissaire enquêteur est bien l'occasion d'aborder ces problématiques qui ne figurent nullement en l'état dans les études faites par la Cinor à ce jour.

Votre décision de visite sur site est certes discrétionnaire, mais on ne peut occulter des faits aussi impactant et importants. Une réponse de refus de votre part à la visite sur site serait très surprenante et incompréhensible au regard de nos arguments sérieux et fondés.

Pour rappel, l'enquête publique a débuté le 07/10/2024 et notre demande de visite sur site a été transmise à votre attention le **10 octobre 2024.**

Il vous est remercié de votre célérité pour votre réponse en conséquence dans les meilleurs délais cela notamment pour des raisons organisationnels et de disponibilités dans les délais réglementaires de l'enquête publique. **Cette enquête publique se clôture le 08/11/2024.**

Suite à ma rencontre de ce mardi auprès de Mme Leila Kouï-Castro, Cheffe du bureau de la coordination et des procédures environnementales, Service de la coordination des politiques publiques, Préfecture de La Réunion, nous attirons également votre attention sur le fait qu'il est obligatoire pour le maître d'ouvrage d'indiquer des données tel les pollutions carbone et sonores résultants de l'exploitation des bus notamment.

La Cinor ne fait que viser les textes réglementaires sans intégrer différentes données obligatoires et de nature à biaiser l'enquête publique du plan de mobilité dont vous êtes le commissaire enquêteur.

La CINOR est l'autorité qui a la compétence d'Autorité Organisatrice de la mobilité sur son territoire où elle a comme délégataire la Sodiparc et son réseau Citalis, vétuste causant de multiples dommages comme rappelé dans nos observations. De surcroît, le service public du transport urbain est de nature industrielle et commerciale.

En outre, dans la continuité de la Charte de l'Environnement, la loi Grenelle II **LOI n° 2009967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement** impose de prendre des mesures pour limiter l'impact sur l'environnement et notamment de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, la Cour Européenne des Droits de l'Homme reconnaît fréquemment le droit à un environnement sain et respectueux de la santé (**Cour EDH, 30 nov. 2004, Oneryildiz c/Turquie, 8939/99**).

Elle censure ainsi tout Etat qui ne protège pas le riverain d'une circulation routière intense et qui ne peut jouir paisiblement de son domicile (Cour EDH, 9 nov. 2010, Deés c. Hongrie, n°2345/06).

En effet, outre l'incohérence de tels équipements avec la nature de Transports en Commun en Site Propre de la CINOR, il y a aussi une méconnaissance avec les normes environnementales.

Cette pollution s'amplifie de surcroît compte tenu du passage de plusieurs centaines de bus par jour sur une plage horaire très large (depuis près de 05h00 du matin jusqu'aux environs de 20h30).

L'article R.1214-1 du Code des transports précise que le PDM doit comporter une étude qui évalue les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques générées par les déplacements. Les émissions sont évaluées selon les méthodes prévues pour la réalisation des plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET).

Absence des données chiffrées des émissions de gaz et autres pollutions liées à l'activité des réseaux Citalis et Car jaune notamment en pleine agglomération de Saint-Denis.

Idem concernant le volet sonore avec le tapage diurne et nocturne des réseaux Citalis et Car Jaune.

Ces éléments sont importants car les riverains dont nous-mêmes, sont soumis aux contraintes d'exploitation des réseaux de transport public non-conformes aux normes environnementales, sonores et autres.

Conformément au Code des relations entre le public et l'administration : Article L112-3 et Article R112-5, nous vous remercions de nous accuser bonne réception du présent courriel. Les autorités administratives en copie de ce présent courriel permettront de garantir d'avoir adressé dans les délais impartis à votre attention nos éléments de ce jour dont vos réponses sont attendues à notre égard.

[Texte des messages précédents masqué]